

Entre partenariat et confrontation : l'Europe dans les manuels d'histoire russe et soviétique

Korine AMACHER

RÉSUMÉ

Une étude des manuels d'histoire publiés sur près de trente ans permet de cerner les évolutions de la vision officielle de l'histoire en Russie. Toutefois, s'il est aisé saisir les évolutions des interprétations d'événements historiques précis – par exemple le Temps des troubles (1598-1613), les révolutions de 1917 ou le régime stalinien –, cela l'est moins pour ce qui concerne les relations russo-européennes. En effet, cette thématique transcende les époques et couvre des aspects tant culturels ou économiques que politiques. Une des approches consiste dès lors à analyser comment les conflits qui ont opposé la Russie puis l'URSS à des États européens sont racontés dans les manuels.



Manuels d'histoire de la Russie dans une librairie de Moscou, photographie de l'auteur.

Le contexte de production des manuels d'histoire en Russie

Les premiers manuels d'histoire russe et soviétique de l'école secondaire paraissent en 1992. En 1994, suite à

l'autorisation du ministère de l'Éducation de la Fédération de Russie de publier plusieurs manuels pour une même discipline, le marché s'envole : en 2002, environ 70 manuels autorisés étaient en circulation, nombre qui ne diminue pas les années suivantes. À la fin des années 2000, on trouve dans les librairies scolaires des manuels d'histoire russe de tendance libérale comme monarchiste, et des manuels d'histoire soviétique tant « anti » que « pro » staliniens. Depuis 2016, le marché s'est considérablement réduit : seules trois séries répondent aux recommandations d'un nouveau « standard méthodologique d'enseignement de l'histoire nationale » élaboré sous l'égide de la très officielle Société historique russe et du ministère de l'Éducation. Ces manuels, allant de l'histoire ancienne à l'histoire la plus récente, sont rédigés par des historiens et publiés par trois maisons d'édition différentes.

La Russie : un pays aux « traits particuliers », un « partenaire égal »

Plusieurs guerres ont jalonné le XIX^e siècle russe : la « Guerre patriotique » (1812), celle de Crimée (1853-1856), ou encore la guerre russo-turque de 1877-1878. Dans la majorité des manuels, le récit est factuel et n'occulte pas les responsabilités russes. Certains auteurs expliquent ainsi que le tsar Nicolas I^{er}, en 1853, chercha un prétexte pour entrer en guerre, et rappellent que le retard économique et militaire de la Russie fut une des causes de la défaite. Seule une minorité de manuels de tendance monarchiste et violemment antioccidentaux, publiés dès la fin des années 1990, présente la Russie tsariste comme une forteresse assiégée par des voisins hostiles. Cette vision est perceptible durant les années 1990, lorsque les relations russo-européennes étaient au « beau fixe », et dans les années 2000, alors même que la confrontation avec l'Occident se renforce et que les discours politiques russes tendent à définir la Russie comme un espace civilisationnel supérieur à un Occident – États-Unis et Europe – déterminé à l'affaiblir. Mais la plupart du temps, les États européens restent décrits comme des partenaires de la Russie, avec lesquels elle a parfois été en conflit, mais avec lesquels il est possible de s'entendre.

À partir de 2016, les manuels insistent sur l'intégration de la Russie à « l'espace politique et économique européen », et sur sa puissance, hier comme aujourd'hui. Ainsi la *Rous* de Kiev, revendiquée en Russie comme le berceau de la nation russe, est présentée comme « un des États européens les plus puissants, perçue par les autres pays comme un partenaire égal » (M. M. Gorinov, A. A. Danilov, M. Iou. Moroukov *et al.*, *Histoire de la Russie*, 6^e classe, Moscou, Prosvechtchenie, 2016). D'autres évolutions sont perceptibles. Un manuel de 1994 explique que l'invasion française de 1812 éloigna la Russie de la France et que les relations franco-russes ne s'améliorèrent qu'à la fin du XIX^e siècle. Évoquant les commémorations du centenaire de la bataille de Borodino, il rappelle qu'à l'endroit où Napoléon dirigeait la bataille, un obélisque à la mémoire des soldats français tombés sur le champ de bataille fut érigé, signe de la réconciliation des deux pays (P. N. Zyrianov, *Histoire de la Russie, XIX^e siècle*, 9^e classe, Moscou, Prosvechtchenie, 1994). Ce passage, typique de l'état d'esprit des années 1990, a disparu du même manuel, réédité dans les années 2000 : la finalité étant désormais de former des patriotes, seul est évoqué l'héroïsme des soldats russes tombés pour la patrie.

La défense de l'État soviétique

En tant qu'héritière de l'URSS, la Russie contemporaine est souvent considérée comme responsable de la politique étrangère soviétique. Or, dans un contexte mémoriel tendu avec plusieurs États de l'ancien espace communiste, la Russie n'a pas l'intention de remettre en question certains actes du passé. Cette posture est manifeste dans le récit du pacte germano-soviétique d'août 1939. Dans la majorité des manuels, toutes périodes confondues, le pacte est dépeint comme la suite, presque logique, des accords de Munich et du refus des États occidentaux de collaborer avec l'URSS. Un manuel récent (V. A. Nikonov, S. V. Deviatov, *Histoire de la Russie, 1914-début du XXI^e siècle*, 10^e classe, Moscou, Rousskoe slovo, 2018) rapporte un discours de Vladimir Poutine renforçant les arguments exposés : l'URSS n'étant pas prête à entrer en guerre, le pacte lui permit de gagner du temps,

contribuant ainsi à sa victoire future. Seule une minorité de manuels questionne la neutralité de l'URSS entre 1939 et 1941. Quant aux protocoles secrets du pacte, on lit le plus souvent que l'URSS a « récupéré » des territoires ukrainiens et biélorusses perdus au profit de la Pologne à la fin de la guerre civile. Et si, est-il généralement écrit, en septembre 1939, l'Allemagne a « envahi » la Pologne, l'URSS a « franchi » la frontière polonaise dans le but de « protéger les populations biélorusses et ukrainiennes ». C'est la même logique qui est appliquée pour la Bessarabie, « usurpée » par la Roumanie en 1918 et « récupérée » par les Soviétiques en juin 1940. Pour les Républiques baltes, on évoque les élections qui ont mené à la victoire des forces procommunistes en 1940, mais on oublie parfois de mentionner qu'elles eurent lieu dans un contexte d'occupation. Rien ne doit suggérer à l'écologiste une quelconque culpabilité de l'URSS. Comme l'affirme un manuel récent, la victoire soviétique, au prix de 26 millions de morts, justifiait amplement son droit à participer à l'instauration d'un nouvel « ordre mondial » : « la génération soviétique de la Victoire a sauvé l'humanité. Toute la planète le comprenait en 1945 » (V. A. Nikonov, S. V. Deviatov, *Histoire de la Russie, 1914-début du ^{xxi} siècle*, 10^e classe, Moscou, Rousskoe slovo, 2018).

Des nuances importantes sont toutefois perceptibles entre les nouvelles séries de manuels. Dans l'un d'entre eux, on perçoit une timide tentative de proposer une version légèrement différente : « d'un point de vue formel, le traité de non-agression ne contenait rien de répréhensible », mais tout le monde comprit « qu'il donnait le feu vert à l'agression de Hitler contre la Pologne ». Le pacte a certes retardé l'agression contre l'URSS, mais il a aussi « créé des conditions favorables pour la mise en place des plans militaires et politiques de l'Allemagne en Europe ». Et si, « officiellement, le gouvernement soviétique se donnait le but de libérer les terres ukrainiennes et biélorusses occidentales perdues au profit de la Pologne » en 1921, « non officiellement, il profita des protocoles secrets pour réaliser un partage des sphères d'influence entre l'Allemagne et l'URSS ». Pour le pouvoir soviétique, l'Armée rouge réalisait une « campagne libératrice », mais « pour les patriotes polonais, il s'agissait d'un énième partage de la Pologne. Et de tout point de vue, le résultat fut la liquidation de la Pologne en tant qu'État » (O. V. Volobouev, S. P. Karpatchëv, P. N. Romanov, *Histoire de la Russie, début du ^{xx} siècle-début du ^{xxi} siècle*, 10^e classe, Moscou, Drofa, 2016). Toutefois, dans l'édition de 2019 de ce même manuel, une partie de ces propos a été supprimée.

Ainsi, à l'intérieur d'un cadre strict, dicté par le « standard méthodologique d'enseignement de l'histoire nationale », et qui a mené à une diminution radicale du nombre de manuels depuis 2016, une certaine marge de manœuvre existe pour les auteurs de manuels d'histoire russe et soviétique.

BIBLIOGRAPHIE

AMACHER, Korine, « History textbooks in Russia (1992-2019) : Between multisided and imperial perspectives », dans K. Amacher, A. Portnov, V. Serhienko (eds.), *Official History in Eastern Europe. Transregional Perspectives*, Osnabrück, Editions Fibre, 2020.

AMACHER, Korine, Berelowitch, Wladimir (dir.), *Histoire et mémoire dans l'espace postsoviétique. Le passé qui encombre*, Louvain-la-Neuve, Academia, 2013.

KONKKA, Olga, *À la recherche d'une nouvelle vision de l'histoire russe du ^{xx} siècle à travers les manuels scolaires de la Russie postsoviétique (1991-2016)*, Université Michel de Montaigne-Bordeaux III, 2016 (<https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01383230>).

KAPLAN, Véra, « History Teaching in Post-Soviet Russia : Coping with Antithetical Traditions », dans Ben Eklof, Larry E. Holmes, Vera Kaplan (eds), *Educational Reform in Post-Soviet Russia : Legacies and Prospects*, Londres, Frank Cass, 2005.

Source URL:

<https://ehne.fr/encyclopedie/thématiques/education-et-formation/manuels-scolaires-et-litterature-de-jeunesse/entre-partenariat-et-confrontation-l-europe-dans-les-manuels-d-histoire-russe-et-sovietique>